

DÉNONCER LE CAPITALISME ENSEMBLE !

Giovanni Lentini

La FGTB wallonne et le CEPAG ont invité plusieurs associations militantes à s'exprimer sur 5 thèmes: la rémunération du capital, les paradis fiscaux, les rapports entre le Nord et le Sud, la pension par capitalisation et le rôle des banques. Voici, le résumé des interventions.

Francis BISMANS (ULG)

Son intervention est principalement axée sur la fiche « rémunération du capital ». Il insiste particulièrement sur l'impôt des sociétés et les intérêts notionnels et propose une taxe uniforme sur le capital physique installé des entreprises, à laquelle aucune entreprise n'échapperait.

La taxe de type Tobin consiste en une taxation des transactions monétaires internationales afin de désinciter à la spéculation. Tout le monde s'accorde à dire que le taux d'imposition devrait être extrêmement faible (maximum 0,5%). On en est à 2.000 milliards € de transactions chaque jour ouvrable. Sa dernière étude académique (publiée en 2008...) montre que l'introduction d'une telle taxe diminuerait de 60% le volume des transactions de change.

A propos de la problématique des banques, il souligne l'évidence : plus une banque prête, plus son profit grandit ! Une banque fait aussi de l'assurance, de la gestion de patrimoine et des opérations de change sur des produits dérivés. Il propose de séparer radicalement la fonction de gestion des dépôts et la fonction de prêt des banques. La fiche proposée ne va pas assez loin. Elle se borne à une caisse d'investissement.

Il qualifie cette réforme bancaire (la séparation des fonctions de dépôt et de prêt) de réforme de structure car elle s'attaque aux fondements mêmes du capitalisme financiarisé. A quel niveau faire porter la réforme ? On pourrait imaginer une défédéralisation de tout ce qui touche le macro-économique ; on pourrait parler de réforme de structure et de confédéralisme...

Denis HORMAN (LCR)

Il salue l'initiative de la campagne « vérité » et le caractère rassembleur du texte. Concernant la fiche « rémunération du capital », il lui apparaît que, la question salariale étant au cœur de la crise ainsi que les profits immenses non réinvestis, augmenter les salaires ne met pas en danger la compétitivité des entreprises. Il propose de remettre en avant le contrôle ouvrier dans les entreprises, les multinationales, le secteur financier... Il relève la nécessité de relégitimer la fiscalité directe (seule équitable) via une campagne ambitieuse.

Daniel TANURO (climat et justice sociale)

Il se dit être à la disposition de la FGTB pour l'analyse ou les conclusions de ses écrits. Car, dit-il, l'écologie et le climat sont trop peu souvent traités par le syndicat alors que c'est une question sociale majeure.

Si l'on taxait à 100 \$ la tonne de CO₂, on ne ferait que stabiliser les émissions en 2030.

Par ailleurs, 1.000 litres de mazout équivalent à 2,7 tonnes de CO₂. Ça ferait une fameuse piqure pour les ménages.

Il suggère de rédiger une fiche sur les propositions syndicales de lutte contre le changement climatique en dehors des mécanismes du marché. Il plaide pour la création d'une entreprise publique qui serait chargée d'isoler les bâtiments. C'est réalisable dans les 15 ans qui viennent et cela représente 30% d'émission de CO₂ en moins pour ce seul secteur.

Laurent PIRNAY (CGSP wallonne)

Il dénonce de front deux leviers du capitalisme :

1. La mise en concurrence des Etats et des personnes.
2. L'existence d'un chômage de masse.

Il faut développer l'Etat social de services publics. L'Etat doit être l'organisateur de la société et disposer des outils nécessaires, il lui faut récupérer les richesses produites dans les circuits bancaires et financiers privés. On ne peut vouloir accroître la satisfaction de l'intérêt collectif sans en revendiquer les moyens ad hoc par la fiscalité. Oser un impôt fortement progressif, un impôt sur la fortune et la revendication de la suppression des intérêts notionnels.

Les revendications salariales doivent impérativement se faire sur le salaire brut. Cette richesse (impôt et cotisations sociales) échappe au système bancaire et bénéficie directement à l'intérêt collectif. C'est pourquoi le capitalisme vise la destruction de l'Etat social de services publics.

Pour la CGSP, la réduction massive et collective du temps de travail avec embauche compensatoire et maintien du salaire, avec contrôle des heures supplémentaires, est une véritable solution structurelle au chômage de masse.

Revendiquons les 32 heures en 4 jours.

La Centrale des services publics met au point sa propre stratégie de lutte contre le capitalisme :

- La réappropriation par les pouvoirs publics des outils d'intervention dans l'économie.
- La politique industrielle, fiscale, monétaire et budgétaire.
- La création d'un gouvernement économique européen et la fin de la banque centrale européenne.

- La défense et généralisation de l'index.
- La défense d'un salaire minimum européen.
- La défense et le renforcement du droit de grève.

Marco VAN HEES (Auteur)

Il évoque quelques-uns des « *dogmes* » du capitalisme.

« *Hors de l'économie de marché, il n'y a point de salut* »

Il faut remettre en cause les fondements de l'économie de marché et donc la propriété privée des moyens de production, la recherche du profit et l'exploitation.

« *Le privé est plus efficace que le public* »

Il faut défendre la nationalisation de plusieurs secteurs. A commencer par le secteur bancaire ou, en tout cas, les institutions dans lesquelles l'Etat est intervenu.

Le dogme de la *compétitivité des entreprises*

Il propose de mettre en avant la répartition du PIB :

- en 1981, 8 milliards € de bénéfices, soit 9% du PIB,
- en 2006, c'est 61 milliards €, soit 19% du PIB.

La différence a été accaparée par les entreprises ! Si cette marge était distribuée aux travailleurs, cela représenterait 100 € bruts par mois pour tous les travailleurs du secteur privé. Il y a de quoi revendiquer et ne pas se laisser enfermer dans ce discours.

Marc VANDERCAMEN (CRIOC)

Il propose de renforcer les placements éthiques en les faisant labelliser par l'Etat. Les pouvoirs publics pourraient montrer l'exemple : les marchés publics devraient être éthiques, leurs placements aussi.

Il faut refuser en bloc le fonctionnement actuel de la Commission bancaire, financière et des assurances (CBFA). La norme de risque doit être plus stricte, le profit moins important. Les épargnants sont des investisseurs.

La protection du consommateur doit être assurée au travers des informations transmises par le banquier.

Il soulève le problème des droits de succession : l'héritage est estimé à la date du décès. A cause de la forte dévaluation des portefeuilles, les travailleurs sont pénalisés. Il faudrait réévaluer les droits de succession en fonction de ce que vaut encore l'héritage à la date réelle de la succession (souvent 6 mois après le décès).

Erik RYGBERG (GRESEA)

Groupe de Recherche pour une stratégie économique alternative (contre information économique et division internationale du travail. Il pose la question de savoir si le capitalisme est régulable ou non ? Poser des actes d'une autre organisation de l'économie, notamment par la création d'un pôle bancaire public.

Par rapport à la question du Sud, il met en évidence la nécessité de surtout soutenir les services publics du Sud et les mesures économiques protectionnistes que les Etats tenteraient de mener pour le bien-être des populations.

Julien DOHET

Pour lui, les mots sont importants. Il faut les peser et se les réapproprier.

Il lit des extraits de la déclaration de la FGTB de 1945, réaffirmée depuis.

Il insiste sur la transformation totale de la société, l'indépendance à préserver vis-à-vis des partis politiques, la socialisation des grands trusts, la gestion des entreprises nationalisées par les travailleurs et les consommateurs organisés, tout en concédant que la pertinence des termes et des concepts est relative, cela mérite débat.

Puisqu'il faut « penser l'impensable », pensons à l'autogestion !

Puisque la crise n'est pas QUE financière, il faudrait, par exemple, mieux valoriser la réduction collective du temps de travail ; questionner la notion de PIB et la notion de croissance ; réaffirmer la défense des services publics et s'appuyer davantage sur les pistes encourageantes qui ont cours en Amérique Latine.

Le problème du 2^{ème} pilier est soulevé, l'organisation syndicale et d'autres mouvements sont concernés par ce dilemme.

La formation, les médias, le rôle dans les organes et les Conseils d'administration : le mouvement ouvrier a une série de mandats dans différents endroits où il est déjà possible d'agir concrètement pour constituer le rapport de force.

Pierre EYBEN

Il rappelle qu'on est en pleine privatisation des services publics au nom de la rentabilité et que, actuellement, c'est la Poste qui est en jeu.

Concernant les salaires : il considère qu'il est très important de se battre pour le brut et de faire campagne sur les effets des réductions de cotisations patronales.

Quant au salaire maximum, il suggère que le rapport de 1/20 entre la rémunération la plus faible et la plus importante soit à nouveau de mise (comme le préconisaient les libéraux du XIX^{ème} siècle pour obtenir une société viable).

Même si c'est une bonne chose d'investir dans la Recherche, il pense que c'est un mauvais refuge car toute la production et le travail de base s'enfuient à cause de l'économie mondialisée et les délocalisations. On ne pourra pas employer des milliers de personnes en Belgique uniquement dans la haute technologie !

Il revient avec l'idée d'une banque publique dotée d'un guichet ouvert au public et pas seulement une caisse d'investissement. L'Etat est aujourd'hui propriétaire de 49% de Fortis, c'est peut-être le moment d'enfoncer le clou au lieu d'attendre la revente en bonne et due forme à BNP Paribas.

Il remet en avant la question de l'image de l'Etat qui est très abîmée. Si l'on veut éviter que les gens ne se fassent justice eux-mêmes à l'américaine, il faut embellir cette image par plus de démocratie à tous les étages.

Trois propositions concrètes :

1. Die LINK en Allemagne est un bon exemple de convergence à gauche. Elle a réussi à créer un rapport de force et un outil politique qui porte des revendications et à les faire progresser.
2. N'oublions pas l'importante mobilisation dans les rues.
3. La mise en place de nos propres outils de communication et d'information est essentielle pour ne pas qu'une grève soit relayée comme « une prise d'otages », que la lutte sociale ne soit pas du « terrorisme ». Les mots sont importants.

Anne DE VLAMING (Inter environnement Wallonie)

On ne va pas pouvoir évoluer doucement vers une révolution. Il faut le faire par la force. Un nouveau modèle de développement est nécessaire par la remise en cause du PIB ou le compléter par d'autres indicateurs. Il est aussi urgent de remettre en cause le mythe de la croissance continue.

Fabrice COLLIGNON (FSB)

Il souligne la nécessité d'une action commune, la remise en cause des paradigmes du système global. La finance n'est que la pointe visible de l'iceberg. Nos ambitions doivent être plus importantes en recadrant les pistes concrètes dans une troisième voie qui préserve les libertés individuelles et la liberté entrepreneuriale. Il s'agit d'une mise en danger pour la FGTB car c'est novateur. A court terme, on pourrait cependant craindre une perte d'emplois mais qui, sur le long terme, portera ses fruits. Les partis politiques sont en campagne en permanence, ils en oublient de cibler le long terme. Nous devrions nous y atteler.

Il transmet des dates de mobilisations de mouvements sociaux sur la crise. Il est important de recréer des lieux de rencontre pour que les initiatives se fédèrent et se renforcent. Le FSB ne semble plus être le bon endroit puisque les syndicats le désertent mais d'autres lieux peuvent être créés.

Les réflexes de personnes qui seront plongées dans la précarité à cause de cette crise peuvent être extrémistes, y compris dans les urnes électorales. Faisons-y attention. Soyons présents et visibles à gauche en apportant des réponses.

Dalila LARABI (Bureau wallon des Femmes de la FGTB)

Elle tient à préciser que, pour les femmes, c'était déjà la crise avant à cause d'un certain nombre d'injustices qui perdurent : faibles rémunérations dans les emplois dits « féminins », inégalité dans l'évolution des carrières, temps partiel, manque de structures collectives d'accueil des enfants. On retrouve une majorité de femmes dans les entreprises sous-traitantes qui sont les premières à être restructurées aujourd'hui. La balle est dans notre camp. Nous avons raison, mais il faut le redire haut et fort.

Elle demande d'intégrer la dimension genre dans toutes les réflexions : des fiches de travail aux débats dans les régions car la réalité d'un travailleur n'est pas celle d'une travailleuse. Les femmes forment la moitié de la population. Non seulement la précarité des femmes annonce celle des hommes, mais la réalité de la femme sera encore plus précaire demain si on ne réagit pas.

Céline MOREAU (Jeunes FGTB)

Elle annonce la création de la « Commission plastique » et informe d'actions symboliques organisées. Cela fait des années que les jeunes sont obligés de passer par la précarité pour entrer sur le marché de l'emploi. Ils sont donc aussi en première ligne des licenciements. Il est très important d'être radical et ne pas seulement dénoncer le capitalisme, il faut l'abolir ! Il ne nuit pas seulement à la santé, il tue !

Par rapport aux partis, il faut être clair et ferme au niveau du syndicat. PS et Ecolo ne sont pas les seuls partis de gauche, d'autres se rapprochent sans doute plus de nos revendications.

Jean DELVAL (travailleur culturel et administrateur des Editions du Cerisier)

Si l'on veut en finir avec le capitalisme, on ne fera pas l'économie du questionnement sur la propriété des outils de production, en ce compris la législation commerciale et économique qui constitue les sociétés anonymes.

S'il faut renverser le rapport de force capital/travail, il s'agit non seulement de réinstaurer le contrôle ouvrier mais aussi de définir quel pouvoir il aura. Il convient également de parler constamment et fermement d'autogestion.

Il évoque la nécessité d'une politique fiscale européenne pour agir sur les paradis fiscaux. Pour ce faire, il faudra sans aucun doute revenir sur le « oui » du traité de Lisbonne (et donc revenir sur les dispositions du traité de Rome). L'Union européenne a bien obtenu un « oui » après avoir reçu un « non ». Pourquoi l'inverse ne serait-il pas possible ?

Il identifie l'annulation de la dette des pays du tiers-monde comme la première des mesures à adopter pour permettre aux pays du Sud de partir d'une page blanche. Concevoir l'aide au développement autrement qu'en pourcentage. Les 0,7% du PIB sont insuffisants si on souhaite une réelle redistribution des richesses que, par ailleurs, les pays du Nord ont largement pillées à l'époque coloniale. L'Argentine vient de nationaliser tous les fonds de pensions du pays. En sommes-nous moins capables ? Dans l'état actuel des choses, Fortis est presque une banque publique, ne devrions-nous pas mettre le paquet pour tenter d'empêcher sa revente au privé ? Si l'Etat devient propriétaire de Fortis, il devient aussi gestionnaire de sa propre dette, ce qui change considérablement le rapport de force.

Renaud VIVIEN (CADTM)

Il appuie les propos de Jean Delval sur la nécessité de s'opposer au traité de Lisbonne. Il rappelle qu'un collectif belge qui s'appelle « Notre mot à dire » a l'intention de demander l'annulation de la ratification car elle serait contraire à la Constitution belge.

Par ailleurs, il souhaite ajouter des éléments à la réflexion, par rapport aux mesures unilatérales que la Belgique peut prendre sur les paradis fiscaux : interdire à ses banques d'avoir des relations avec des paradis fiscaux. Eriger en infractions pénales toutes les effractions fiscales (évasion, recel...) et poursuivre les responsables de ces infractions devant les tribunaux belges. Fin septembre 2008, la Belgique a ratifié la convention contre la corruption, ces poursuites judiciaires sont donc déjà possibles.

L'annulation de la dette des pays en voie de développement est une priorité urgente mais, en attendant cette abolition, la mise en place d'un moratoire sur le remboursement de la dette est tout aussi nécessaire. La Belgique a d'ailleurs adopté, le 29 mars 2007, une résolution au Sénat qui va dans ce sens, elle prévoit également un audit des créances de la Belgique. Il pense qu'il faut demander la participation des mouvements sociaux à cet audit pour ne pas laisser le Ministre Reynders avoir la main sur ces informations. Un autre aspect

de la résolution qu'il faut concrétiser est la restitution des avoirs illicites dans les banques belges.

Nico CUE (Métallos Wallonie-Bruxelles)

La crise est aussi une opportunité pour la droite de se renforcer... Après le passage du cyclone Katrina à la Nouvelle Orléans, les 153 écoles publiques se sont réduites au nombre de 3. Il n'y a pas qu'à... Nous avons entendu cet après-midi plusieurs éléments qui, sans aucun doute, sont des moteurs de rassemblement.

On attribue parfois beaucoup de responsabilités à l'organisation syndicale. On fédère 1,4 million de membres mais on ne les met pas dans la rue aussi facilement que ça. La question de la responsabilité est aussi parfois manipulatrice. On renverse les responsabilités dans le discours facile. Les libéraux disent que chaque individu est responsable de sa situation mais sous des dehors acceptables, cette idée est perverse. Quelle est la responsabilité du sans papier exploité puis expulsé ? Quelle est la responsabilité du chômeur traqué par des contrôleurs alors qu'il n'y a pas assez d'emplois pour tout le monde ?

De temps à autre, à gauche, on se laisse berner par ces discours faciles sur la responsabilité. Ne pas avoir la possibilité de s'exprimer sur le traité de Lisbonne pour un citoyen, c'est aussi être privé de responsabilité.

Quels banquiers sont aujourd'hui en prison alors qu'ils ont mis le monde dans une situation inextricable ? Mais, on nous demande à nous, syndicalistes, d'être responsables dans le cadre des négociations.

L'accumulation d'informations massives sur le risque de perdre son emploi effraye les gens. Ils restent en dedans, ils n'osent pas contester ou faire la grève, ils ont peur. Le droit de grève est menacé sous couvert de sécurité. Le discours sécuritaire gagne du terrain dans les esprits, à gauche aussi.

On laisse tomber la réduction collective du temps de travail et on le paie avec des heures supplémentaires rendues encore plus attractives.

Tous ces constats doivent nous pousser à construire le rapport de force qui nous rendra capables d'assumer nos responsabilités d'hommes et de femmes de gauche.

Il épingle également les médias et fustige la RTBF qui ne nous aide pas à relayer notre vision de la société, nos actions...

Ne négligeons pas les mondes culturel et artistique, ce sont des alliés indispensables.

Dénoncer, proposer, fédérer constituent une lourde responsabilité à porter.

Ataulfo RIERA (LCR)

Il souligne la violence faite aux femmes sous le capitalisme, en tant que travailleuses et en tant que femmes.

Il préconise l'individualisation des droits sociaux, la création d'un grand service public de l'accueil de l'enfance et du 3^{ème} âge ainsi que la suppression du statut de cohabitant.

La réaction de la jeunesse en Grèce en ce moment est légitime et symptomatique de ce qui nous attend.

Par rapport aux banques, la proposition d'une caisse d'investissement publique lui paraît trop modeste par rapport à la responsabilité du secteur bancaire dans la crise. S'ensuit un plaidoyer pour la nationalisation de tout le secteur banque/assurance/crédit. La fiche fait allusion à une solution gagnant/gagnant entre Wallons et entreprises wallonnes. Il souligne que, à son avis, les capitalistes wallons ne sont pas plus intéressés par le progrès social que les autres capitalistes. Un pôle bancaire 100% public peut être lié à d'autres initiatives

publiques comme la création d'un secteur public pour la rénovation et l'isolation des logements wallons que la banque en question pourrait financer.
Le développement du transport via le rail, ou les fleuves, permettrait de répondre, en partie, à la fois à l'urgence climatique et à la création d'emplois.

Thierry BODSON - Conclusion

En 30 ans, le rôle de la bourse a complètement changé et bouleverse aujourd'hui le fonctionnement normal de l'économie.

Economiquement, le 1^{er} pilier de pension est le plus fiable et le moins coûteux !

Sans la réduction collective du temps de travail, c'est un partage de la pauvreté que nous subissons. Les femmes, principales composantes des travailleurs à temps partiel et davantage victimes du chômage, en subissent les conséquences plus que les hommes. Il faudrait soi-disant que la croissance soit au rendez-vous pour partager... C'est peut-être en recréant de la justice fiscale que la croissance arrivera.

Athènes, c'est aussi le malaise de la chasse aux chômeurs, l'insécurité d'existence, la peur de perdre son emploi. ■